

« Que no se quede callado, quien  
quiera vivir feliz »

*(Il ne se tait pas celui qui veut vivre  
heureux)*

Atahulapa Yupanqui (1908-1992)  
Dans son poème intitulé: "Le tengo rabia al silencio"  
(*Le silence m'enrage*)

Enseignante en collège depuis 14 ans j'ai vu notre collège perdre d'abord ses sections spécialisées telles que la 3e d'insertion qui pourtant permettaient de raccrocher des élèves en extrêmes difficultés et qui aujourd'hui sont balancées dans des classes normales. L'État a fait disparaître ces classes pour des raisons budgétaires mais ces élèves n'ont pas disparu, et sont non seulement en décrochage mais perturbent aussi le reste des élèves du fait du manque d'aide personnalisée à laquelle ils auraient droit.

Ce délitement, je le vois sur le terrain depuis plus de 10 ans dans mon collège du Sud Essonne pourtant contenant un public d'élèves plutôt favorisé socialement. Mais nos conditions de travail d'enseignants n'ont fait que se détériorer depuis plus de 10 ans avec nos statuts qui ont été malmenés par tous les gouvernements qui se sont succédé (nombre croissant de missions sans contrepartie salariale, liberté pédagogique mise à mal, non-remplacement des enseignants absents, formation inefficace des jeunes enseignants, recrutement massif de contractuels...).

La liste des décrets gouvernementaux qui tendent à mettre à mal l'Éducation Publique étant tellement longue que je ne m'étendrai pas plus ici. Je souhaiterais ici faire prendre conscience à notre gouvernement qu'il doit retrouver la raison qu'il a perdu depuis plusieurs années. L'école qu'il nous propose n'est pas l'école que nous voulons. Nous voulons retrouver une école basée sur les valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité. Mais l'État ne se donne pas les moyens d'y parvenir et ne tire aucune leçon des erreurs passées (cf avec les problèmes de connexions en ce moment alors que nous avons connu la même situation il y a un an lors du 1<sup>er</sup> confinement).

Sur le terrain, dans mon établissement, il y a un an presque exactement, en février 2020, les parents d'élèves étaient en train de bloquer le collège pour dénoncer le manque de moyens avec une DHG désastreuse entraînant des niveaux de classe surchargée pour l'année 2020-2021 et une réduction de moyens pour aider les élèves en décrochage. Cela fait plusieurs années que notre collège subit une baisse drastique des moyens humains et financiers que nous ne comprenons pas, car parallèlement, nous constatons une hausse des problèmes scolaires et comportementaux des élèves avec chiffres à l'appui. Malgré nos alertes successives chaque année de la part des enseignants et des parents d'élèves qui nous suivent chez nous et je les en remercie, le collège a perdu 2 divisions en 3 ans avec pourtant le même nombre d'élèves sensiblement dans le collège : « Entassons les élèves et faisons faire des heures sup aux enseignants déjà épuisés », voici la réalité du terrain.

Puis est arrivé le confinement en mars 2020, et nous avons dû faire face tous à cette pandémie. Nous avons été terrassés et avons fait au mieux mais nous n'avons pas relancé le rectorat sur nos revendications pourtant bien légitimes. Nous nous sommes retrouvés en septembre 2021 avec à nouveau des niveaux de classes hyperchargées (29-30 élèves en 5e par exemple) et n'avons absolument pas compris pourquoi l'État, avec en plus la crise sanitaire actuelle, n'avait pas mis les moyens nécessaires pendant l'été pour faire baisser le nombre d'élèves par classe au collège en recrutant massivement des enseignants afin de pouvoir tous les aider et enseigner correctement.

Actuellement la DHG prévue pour la rentrée de septembre est encore pire que celle de l'an passé. 3 niveaux de classes seront très chargés (entre 28 et 30 élèves par classe) alors que nous sommes en pleine crise sanitaire avec les conséquences psychologiques que les jeunes subiront pendant plusieurs années et aussi des travaux de réhabilitation qui forcément entraînent des conditions de surveillance et d'enseignement auprès des élèves plus compliquées. D'autre part, nous constatons un nombre d'heures supplémentaires imposés par le Rectorat dont nous ne voulons pas : nous voudrions être entendus car avons fait notre propre DHG en justifiant chaque demande et si certains veulent faire des heures sup ce n'est pas le cas de tous, tant s'en faut dans notre établissement. On voudrait m'en imposer 3 pour ma part sans tenir compte de toutes les missions annexes que je fais déjà (prof principale, référente sur certaines missions, coordinatrice de discipline) et sans tenir compte de ma vie personnelle. Nous perdons aussi chez nous un jeune prof de langue qui était à temps plein et il va être obligé de partager son enseignement l'an prochain sur 2 collèges dont le nôtre alors même que nous disposons des effectifs et des moyens en heures suffisants pour le garder en temps plein chez nous. Voilà la réalité du terrain : pas de considération de l'humain ni des élèves. Nous ne sommes pas des chiffres et les élèves ne sont pas des unités. Il faut tenir compte de l'humain et mettre les moyens financiers pour recruter des enseignants au lieu de saigner les profs présents.

Et quand on apprend qu'en janvier 2021 notre ministre rend 200 millions à Bercy du budget non utilisé de l'Éducation Nationale alors même que nous faisons face à des élèves en souffrance scolaire et psychologique jamais vu jusqu'ici, nous, personnels de la vie éducative du collège (enseignants, AED, AESH) ne pouvons-nous taire et demandons à nouveau que le gouvernement français stoppe cette destruction progressive et réelle de la Fonction Publique d'État à laquelle je suis pourtant très attachée et fière d'en faire partie.

Sur le terrain, je vois des élèves que nous peinions déjà à aider auparavant mais que nous sommes en train de perdre littéralement avec la crise sanitaire non pas à cause de la pandémie mais à cause de la mauvaise gestion de l'Éducation qui n'a pas mis les moyens nécessaires pour venir en aide à notre jeunesse sacrifiée. Et pourtant nous aurions pu mieux leur venir en aide en remplaçant les personnels malades, en recrutant des profs en nombre afin de diminuer le nombre d'élèves par classe, en recrutant des personnels médico-sociaux en nombre suffisants, en faisant preuve aussi d'une réelle considération envers tous les personnels éducatifs, enseignants mais aussi les AED, AESH, médecins, infirmières, secrétaires et les personnels territoriaux qui œuvrent en sous-effectifs et avec des protocoles successifs inapplicables depuis plus d'un an. Tous sont sur le pont dans notre collège, essentiels comme enfin le dit notre ministre, mais pas pour autant entendus.

En tant que maman de deux ados de 15 et 19 ans je vois aussi à travers eux la tristesse de la situation que nous vivons du fait des restrictions de libertés imposées car il faut pouvoir accueillir les malades dans les hôpitaux. Cette jeune génération est sacrifiée en partie à cause du manque de lits hospitaliers et de personnels médicaux formés. Sur le terrain toujours, nous constatons une réelle souffrance de ces jeunes accrue depuis septembre 2020. Enfermés chez eux depuis un an, certains trouvent dans les réseaux sociaux le moyen de s'échapper mais les dérives sont nombreuses en cela entraîne des rixes et bagarres à partir de sujets parfois dérisoires. Sans oublier le nombre croissant

d'enfants en phobie scolaire, en décrochage, en mal-être ; et là encore cela était prévisible mais depuis un an nous n'avons pas vu de renforts de personnels dans notre collège afin de pouvoir tous les aider.

Je suis de nature très optimiste et joyeuse et ce, malgré la situation actuelle profondément préoccupante pour nos jeunes et pour l'avenir d'une Éducation Publique digne de ce nom. J'ai foi en une prise de conscience gouvernementale et la mise en place de réels moyens humains et financiers pour permettre une autre éducation. Entendez s'il vous plaît mes doléances et retrouvez la raison.

Une prof du Sud Essonne et maman de 2 ados.